

RELIGIONS

Islam: «Une minorité éduquée dans la haine»

Ancien membre des Frères musulmans, un sociologue tente d'alerter les responsables religieux sur leur responsabilité dans la transmission d'un discours hégémonique.

JEUDI 29 OCTOBRE 2020 DOMINIQUE HARTMANN



Omero Marongiu-Perria fait partie des intellectuels musulmans qui ont porté une voix critique face aux prises de position publiques des imams et cadres religieux après le meurtre de Samuel Paty. KEYSTONE

FRANCE Eclairer les angles morts du discours musulman contemporain et déconstruire le patrimoine historique auquel se réfèrent nombre de ses coreligionnaires: tel est l'objectif du sociologue Omero Marongiu-Perria. Ses outils: des livres, des tribunes coups de gueule et le dialogue avec des responsables religieux.

Comme en 2015, après la tuerie de *Charlie Hebdo*, Omero Marongiu-Perria fait partie des intellectuels musulmans qui ont porté une voix critique face aux prises de position publiques des imams et cadres religieux après le meurtre de Samuel Paty, l'enseignant décapité le 16 octobre dernier en France pour avoir voulu décrypter en classe les caricatures de Mahomet. C'est à la fois comme sociologue et comme citoyen musulman qu'il parle, et avec le recul critique d'un ancien membre des Frères musulmans en France: «Mon objectif est d'alerter les imams et responsables religieux en France sur la part qu'ils ont dans la transmission d'un islam dévoyé en grande partie par l'islamisme et le wahhabisme.»

**«Le temps des condamnations et des vœux pieux est passé»
Omero Marongiu-Perria**



Car nombre d'entre eux se réfèrent à des catégories issues d'un islam médiéval, marqué au sceau d'un paradigme religieux hégémonique, comme Omero Marongiu-Perria le montre notamment dans *Rouvrir les portes de l'islam* (2017). Le temps des «condamnations et des vœux pieux» est passé, estime le sociologue. «L'étape des condamnations dure depuis trop longtemps. Il faudrait passer à l'étape de la critique de l'utilisation du patrimoine islamique médiéval.» Au lieu de continuer à promouvoir une version magique de la Révélation, et de la personne du prophète, il réclame un regard critique sur l'héritage exégétique musulman «avec nos lunettes d'aujourd'hui, celles de la Déclaration universelle des droits humains».

Selon lui, «une minorité, certes, de musulmans, est éduquée dans une culture de la haine». Omero Marongiu-Perria se réfère à la sourate autorisant implicitement le meurtre de ceux qui «sèment la corruption sur la Terre»: cette expression, qui pullule sur internet, peut justifier aux yeux de certains un meurtre, tel celui de l'enseignant Samuel Paty.

Désigner les problèmes

L'impact des discours religieux, le sociologue l'a constaté de près en tant que formateur: «J'ai fait de nombreuses formations en entreprises sur l'égalité des chances et je peux rapporter beaucoup d'exemples, comme celui de jeunes participant à des activités dans un centre social et qui, en entendant des discours de référents religieux, se mettent à refuser la mixité, s'en prennent aux éducateurs de l'autre sexe. Ou des professionnels qui, pour des raisons 'religieuses' se distancient soudainement de leurs collègues non musulmans.»

Pour Omero Marongiu-Perria, la fermeture d'une mosquée ou d'une association n'est ainsi pas d'emblée synonyme d'islamophobie – une question actuelle à la suite des menaces du gouvernement français contre certaines structures tel le Comité contre l'islamophobie en France (CCIF). Pour lui, il faut entendre les arguments des détracteurs du CCIF, comme l'essayiste Caroline Fourest, mais il souscrit néanmoins à la position selon laquelle même des expressions religieuses radicales ont droit de cité dans un Etat de droit.

Lui qui privilégie le dialogue, que pense-t-il de la rhétorique de rapport de force dont use le gouvernement français actuellement? «Il faut dire que nous sommes dans l'aboutissement de plusieurs années de conflit. Mais je ne veux pas juger du bien-fondé de cette stratégie. Aujourd'hui, on contraint les gens à adopter des positions radicales, et c'est dangereux; même dans le champ du savoir à l'université, il faut choisir son camp, être par exemple kepelien ou burgatien.»

«Gronder» ne fera changer personne d'attitude. Son action passe par d'autres canaux. «Je veux contribuer au dialogue: tant que les responsables religieux ne voient pas le problème, rien ne changera.» Il interagit ainsi sur les réseaux sociaux avec des imams en décryptant leurs prises de position et leurs expressions: «Quel paradigme transmettent-ils? Celui d'un Dieu vindicatif, qui ordonne, contrôle et fragilise les croyants? Ou celui d'un Dieu qui a fait de la diversité humaine le reflet de ses attributs», comme il l'expliquait dans sa tribune, et pour qui «toute vie, quelles que soient nos divergences, est plus sacrée que n'importe quel texte religieux»? Il travaille aussi à l'échelle locale pour offrir des espaces de dialogue – dans une logique de concession réciproque – entre musulmans et non musulmans.

«ON POURRAIT GAGNER LA PARTIE»

Omero Marongiu-Perria se réclame du courant libéral, dont font partie les mosquées Fatima et Simorgh, où ont lieu notamment des prières mixtes. Un courant qui peine à s'ancrer en France. Pour quelle raison? «Il y a deux façons de répondre à cette question. Tout d'abord, je constate qu'une part croissante de musulmans qui accède aux classes moyennes et supérieures est sécularisée et elle rejette de plus en plus ouvertement des discours religieux qui lui semblent rétrogrades.» Ces musulmans l'expriment d'ailleurs au sein même des réseaux sociaux communautaires où l'on constate aussi, parallèlement, la montée d'un rigorisme religieux parfois assez radical. «Les musulmans déjà assez sécularisés sont certainement les plus ouverts au courant libéral.» Omero Marongiu-Perria, sociologue, soutient l'hypothèse d'une rupture très forte entre l'environnement culturel musulman, celui des mosquées, et le reste de la population musulmane.

En outre, le courant théologique libéral développe un discours religieux assez élaboré sur le plan intellectuel: «Il est beaucoup plus difficile de toucher un large public avec un tel discours qu'avec l'idée simple que les croyants n'ont pas trop besoin de réfléchir puisqu'il suffirait d'appliquer tels quels les propos énoncés par les textes de l'islam.» Les imams, familiers de la complexité des discours théologiques, ne sauraient-ils pas vulgariser les principes du courant libéral de façon accessible? «Cela pose toute la question de la formation des responsables religieux. Dans un pays musulman, il est impossible de s'autoproclamer imam. En France, la plupart des imams n'ont pas suivi un cursus approprié.» Mais la laïcité à la française empêche que l'Etat se mêle de formation religieuse. Or, dès les années 1960, «l'UOIF (*aujourd'hui Musulmans de France, d'obédience islamiste, ndlr*) a dispensé un enseignement calqué sur un paradigme de religion hégémonique et sur une présentation hagiographique du prophète. Si les cadres religieux (responsables d'associations, aumôniers, imams ou enseignants des instituts musulmans) pouvaient être formés à la théologie libérale, on pourrait gagner la partie, car les fidèles épousent généralement leur vision», estime le sociologue. DHN

Omero Marongiu-Perria, *Musulmans de France, la grande épreuve: face au terrorisme*, 2017.